

Molenbeek : soutien total à la Voix des Sans-Papiers

Expulsion de la « Voix des sans-papiers » à Molenbeek: droit au logement pour tous, pas d'arrestations massives !

Depuis plus de 2 ans, parce qu'elles sont sans existence « légale » en Belgique, 150 personnes sans-papiers, hommes, femmes et enfants, survivent de manière précaire dans un immeuble du boulevard Léopold II à Molenbeek. D'autres survivent comme eux dans d'autres occupations comme à Saint Josse, ou à Liège. Des milliers d'autres, qui n'ont pas la chance d'être logés, se trouvent dans les rues, dans des squats, à la merci d'arrestation, d'enfermement en centres fermés où règne l'arbitraire, comme le signale l'association « [Getting the voice out](#) »

Ils viennent de différents pays qu'ils ont été obligés de quitter, en prenant souvent des risques, pour sauver leur vie et en espérant obtenir une vie meilleure en Belgique. Alors qu'ils ont sollicité une demande de séjour, sur base de l'asile ou d'autres procédures, le gouvernement belge est souvent resté indifférent.

Oubliés par le gouvernement, ils ont décidé de s'organiser pour faire entendre leur voix et leurs revendications. Celles-ci consistent à obtenir le séjour et pouvoir vivre librement et dignement. L'occupation de cet immeuble a permis d'organiser la mobilisation, de rencontrer des citoyens, des associations, des responsables politiques et la presse. Un réseau de solidarité s'est mis peu à peu en place.

L'occupation à Molenbeek s'est déroulée pendant deux ans sans

aucun problème ni avec le voisinage, ni avec les autorités communales. Celles-ci faisant preuve de bonne volonté en acceptant l'occupation et en ouvrant aux réfugiés le droit à l'aide médicale urgente. La situation a changé au début du mois de juillet, suite à une expertise qui a déclaré le bâtiment dangereux et insalubre, la commune a alors avisé les occupants de la nécessité de quitter la demeure.

Après deux reports de la mesure, afin de chercher des solutions de relogement, le collège échevinal a donné comme dernier délai la date du 15 septembre, jour où les lieux devront être vidés. Pour les sans-papiers, pas de possibilité de recours par une contre-expertise, qui a cependant établi la non-dangereosité du bâti et la possibilité d'effectuer des réparations nécessaires à moindre coût. Ils n'ont pas d'existence légale, ce qui rend caduque la contre-expertise réalisée par un ingénieur en bâtiment.

Face à cette situation, et dans un contexte tendu où des rumeurs d'évacuation de ces hommes, femmes, enfants, circulent, la FGTB et la CSC, ainsi que de nombreuses associations solidaires (MRAX, SOS Migrants, CRER, etc.), adressent ce message aux autorités communales, régionales et fédérales.

- Tout doit être fait aujourd'hui pour assurer le droit au logement de ces personnes sans-papiers et pour leur octroyer une assistance tant en aide sociale que médicale. Les sans-papiers de Molenbeek doivent être relogés et un suivi social doit leur être assuré. La scolarité des enfants ne peut souffrir d'aucun arrêt.
- Aucune arrestation de personnes sans-papiers ne doit avoir lieu tant à Molenbeek qu'ailleurs, pour le seul fait de ne pas avoir d'existence administrative. Nous ne tolérerons aucune arrestation massive.
- Nous rappelons que nombre de ces personnes sans-papiers sont des travailleuses et travailleurs exploité-e-s dans

des situations de travail déshumanisante, bien souvent mises en place par des réseaux mafieux. Nous demandons à ce que les politiques légifèrent face à cette réalité, en vue de régulariser la situation de travail de ces personnes, condition sine qua non de l'égalité des droits entre travailleurs et travailleuses.

FGTB

CSC

SOS Migrants

MRAX

CRER

La Voix des Sans-Papiers

Coordination des Sans-papiers de Belgique

Jan Jambon et les Musulmans qui dansent

Comme de nombreux citoyens et responsables politiques, l'Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB) a été profondément choquée par les déclarations du Ministre de l'Intérieur Jan Jambon sur *"une part significative de la communauté musulmane"* qui aurait *"dansé"* après les attentats sanglants qui ont frappé la Belgique. Ces propos qui ne se basent sur aucun fait réel transforment en vérité d'Etat les rumeurs les plus sordides véhiculées par l'extrême-droite, que la police dirigée par le même Ministre Jambon avait complaisamment encadrée lorsqu'elle a envahi le centre-ville le 27 mars dernier.

Comme Juifs, nous savons où peut conduire la rumeur lorsque les représentants de la Loi et de l'Ordre s'en emparent.

Nous n'oublions pas non plus que Jan Jambon a osé comparer la cache du terroriste Salah Abdeslam avec celles utilisées par les Juifs pendant le judéocide.

De la part d'un responsable politique qui avait déjà déclaré que *«les gens qui ont collaboré avec les Allemands avaient leurs raisons»*, nous ne sommes pas vraiment étonnés mais profondément **inquiets de percevoir ce mélange odieux d'islamophobie et d'antisémitisme au sommet de l'Etat.**

Jan Jambon semble incapable de fournir une réponse démocratique à la terreur et à la haine. Une majorité gouvernementale qui tolère cette propagande nauséabonde est indigne des valeurs de solidarité et de tolérance qui devraient prévaloir dans toute société se voulant démocratique.

Attentats de Bruxelles

Nos pensées vont d'abord aux victimes et à leurs entourages.

L'idéologie mortelle qui a présidé aux attentats est à l'exact opposé du Bruxelles que nous aimons, multiculturelle, inventive, vivante.

Nous ne voudrions pas que, désormais, ses habitants se replient et se regardent en chiens de faïence, se méfiant les uns des autres.

Les attentats ont tué indistinctement.

Plus que jamais, il faut mettre en oeuvre des politiques qui inventent des dispositifs de rencontres, de dialogues, de mélanges, qui mettent l'accent sur la connaissance des récits singuliers qui composent notre aventure urbaine pour en faire une geste collective.

Il nous importe aussi que des voix revendiquées comme musulmanes se soient manifestées publiquement en proclamant « pas en notre nom », contribuant ainsi à donner à notre ville le sentiment d'un « nous » solidaire.

Belgique, terre de... rapatriement « volontaire »

✘ L'UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees) est extrêmement clair sur le sujet : les gouvernements sont fermement invités à reporter des mesures qui pourraient conduire ou induire des retours volontaires pour des personnes originaires du sud ou du centre de l'Irak. Les demandeurs d'asile irakiens ne devraient pas se voir rejetés simplement parce qu'ils pourraient avoir la possibilité de rentrer quelque part en Irak.

Voilà qui n'a pas l'air d'impressionner notre secrétaire d'État « à l'Asile et à la Migration », Theo Francken... C'est en effet avec un grand sourire qu'il a récemment annoncé que « *vingt fois plus de réfugiés irakiens ont volontairement accepté de retourner dans leur pays avec l'aide du gouvernement belge en 2015* ». A-t-il fallu que la Belgique se montre particulièrement persuasive – pardon, dissuasive – pour que des centaines d'Irakiens qui ont bravé tous les dangers et payé le prix fort, au sens propre du terme, pour arriver jusqu'ici, « acceptent » soudain de rentrer chez eux, à savoir dans le deuxième pays le plus dangereux au monde après la Syrie !

Cette expulsion déguisée aura tout de même coûté la bagatelle de 100.000 euros à notre beau pays, mais Theo Francken estime

que ça valait le coup. Et ce n'est effectivement pas énorme en regard des plus des 70 millions d'Euros que la Belgique s'est engagée à verser au titre de sa contribution au financement du plan d'action européen visant à aider la Turquie à prendre en charge les réfugiés syriens qui sont de plus en plus nombreux à se presser à ses portes, comme on vous le dit par ailleurs.

En d'autres termes, la Belgique, compatit sincèrement à la situation des réfugiés, et est prête à tous les sacrifices pour que ceux-ci soient déceimment accueillis... ailleurs.

Et pour ce faire, il en est qui font preuve de la plus grande imagination... Ainsi le gouverneur de Flandre Occidentale, Carl Decaluwé, certainement après des nuits d'intense réflexion, a eu une idée lumineuse... Pour dissuader les réfugiés qui ne se sentaient pas très à l'aise à Calais, où comme chacun sait l'accueil laisse quelque peu à désirer, pour les dissuader donc de venir faire un petit tour à Zeebruges, idée de voir s'il ne leur serait pas plus facile de passer de là en Grande-Bretagne, but ultime de leur périple, Carl Decaluwé a eu cette phrase qui restera à coup sûr dans les anaales : « *Ne nourrissez pas les réfugiés, sinon d'autres viendront.* ». Il ne fait pourtant pas partie de la NVA, mais du CD&V (Christen-Democratisch en Vlaams) qui contient tout de même le mot chrétien !

Heureusement, l'appel du gouverneur que certains medias ont comparé à une « interdiction de nourrir les canards ou les mouettes » a eu un effet des plus contreproductifs puisqu'une partie de la population de Zeebruges s'est mobilisée pour apporter des repas chauds, des produits de première nécessité, des médicaments aux réfugiés qui se sont regroupés près de l'église Stella-Maris.

Mais ils en ont rapidement été délogés. Jan Jambon, notre ministre NVA de l'intérieur avait prévenu : « *Je ne tolérerai*

pas qu'à Zeebruges et dans les environs s'installent des camps de tentes comme à Calais. »... Il leur a donc envoyé sa police qui les a « confiés » à l'Office des Étrangers. Mais le plus grave, et qui a choqué tous ceux ont assisté à l'opération, c'est que dans la foulée, un camion poubelle est arrivé et toutes les affaires des interpellés y ont été jetées.

Le diocèse de Bruges a réagi fermement dans un communiqué concernant la manière d'agir de la police... *« D'un point de vue humanitaire et chrétien, nous estimons inacceptable que l'on refuse à des gens une aide médicale et alimentaire. Il n'est pas non plus acceptable que les biens personnels des migrants finissent dans un sac poubelle ».*

Mais en fait, tout le monde – l'Europe – s'en moque. Aujourd'hui, à nouveau, la cible principale ce sont les passeurs. Plus de passeurs, plus de réfugiés n'est-ce pas ? Alors l'OTAN a décidé de s'en mêler aussi. Elle a en effet « accepté » de déployer des navires en mer Égée pour participer au « *démantèlement des réseaux de clandestins* », entendez au refoulement des réfugiés vers la Turquie, même lorsque leurs embarcations seront interceptées dans les eaux territoriales grecques !

Nous ne nions pas que les passeurs font leurs choux gras de la misère du monde, mais cette misère ce n'est pas eux qui l'on créée, ce sont nos pouvoirs qui en sont responsables, ce sont eux qui ont déstabilisé l'Irak, la Lybie et la Syrie en refusant d'aider en son temps la révolte populaire qui se faisait massacrer par les forces de Bachar el-Assad. Ce sont eux qui ont fait en sorte que des centaines de milliers de personnes, femmes, hommes et enfants ont pris la route de l'exil, en ayant pleine conscience des périls qui les attendaient, pour échapper à la persécution sur base ethnique ou religieuse, à la misère tout simplement, et aujourd'hui aux bombardements. Comme le disent la plupart des réfugiés, ce ne sont pas après nos allocations qu'ils courent, ce sont nos bombardements qu'ils fuient.

C'est vrai, ce n'est pas la Belgique qui bombarde la population d'Alep, mais elle est coresponsable de ce qui lui arrive. Et les déclarations de certains de nos « représentants » politiques sont dès lors absolument inaudibles